



**Division des droits
des Palestiniens**

**Forum de la société civile
à l'appui de la paix au Moyen-Orient**

**Le Cap
1^{er} juillet 2004**

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–6	3
II. Déclarations liminaires	7–10	3
III. Séances plénières.	11–28	4
Séance plénière I	11–21	4
Séance plénière II	22–28	9
Annexes		
I. Déclaration de la société civile.		13
II. Liste des participants.		15

I. Introduction

1. Le Forum de la société civile à l'appui de la paix au Moyen-Orient s'est tenu au Cap le 1^{er} juillet 2004 sous les auspices du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, conformément aux dispositions des résolutions 58/18 et 58/19 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 2003. Il faisait suite à la Réunion africaine des Nations Unies à l'appui des droits inaliénables du peuple palestinien, qui s'est tenue au même endroit les 29 et 30 juin 2004 (voir rapport distinct).
2. Le Comité était représenté au Forum par une délégation comprenant Paul Badji (Sénégal), Président du Comité, Victor Camilleri (Malte), Rapporteur du Comité, Rastam Mohd Isa (Malaisie), Isaac M. Mogotsi (Afrique du Sud) et Nasser Al-Kidwa (Palestine).
3. Le Forum a compris une séance d'ouverture, deux séances plénières et la séance de clôture. Les thèmes des séances plénières étaient : « Initiatives prises par la société civile en Afrique en solidarité avec le peuple palestinien » et « Unir les forces : la société civile africaine et les initiatives mondiales visant à appuyer un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien ».
4. Des exposés ont été faits par 14 experts, dont des Palestiniens et des Israéliens. Les représentants de 30 organisations de la société civile, y compris des établissements universitaires, ont participé au Forum. Des délégués de 44 gouvernements, de la Palestine, d'une organisation intergouvernementale, de 4 organes des Nations Unies ainsi que des invités spéciaux du pays hôte et des représentants des médias ont participé à la réunion en qualité d'observateurs.
5. Le Forum a été ouvert par Ibrahim Razool, chef du gouvernement du Cap occidental, et Paul Badji, Président du Comité.
6. À la clôture du Forum, les participants ont adopté une Déclaration de la société civile (voir annexe I).

II. Déclarations liminaires

7. **Paul Badji**, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, a souligné que le Comité avait toujours jugé indispensable la contribution de la société civile à un règlement pacifique de la question de Palestine. Il a rappelé que durant la Réunion africaine, qui s'était tenue avant le Forum, les participants avaient examiné la situation compliquée et très grave dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est. Ils avaient évalué les perspectives de paix et étudié les moyens de les améliorer. La perspective africaine et l'expérience historique sud-africaine avaient enrichi les débats.
8. Paul Badji a fait observer que la position et les actions de la société civile avaient été particulièrement remarquées dans le cadre des efforts internationaux visant à régler le conflit israélo-palestinien. Les parties au conflit étant manifestement si inégales, le pouvoir de l'opinion publique internationale à l'appui de la juste cause palestinienne était extrêmement important pour leur recherche de la paix et de la liberté. Il a rappelé que les capacités uniques de la société civile avaient été récemment mises en évidence par des campagnes telles que la Voix des peuples et l'initiative de Genève. Ces actions avaient suscité un vaste appui et un

véritable intérêt parce qu'elles avaient visé à rapprocher les deux parties dans le cadre d'un règlement pacifique du conflit. La présence du International Solidarity Movement sur le terrain avait eu une immense influence du fait de son caractère non violent. Les manifestations pacifiques et les actions en justice contre le mur érigé par Israël en Cisjordanie avaient permis de remettre en question cette grave décision et mobilisé l'opinion publique contre celle-ci.

9. **Ibrahim Razool**, chef du gouvernement de la province du Cap occidental, a fait observer que les peuples africains avaient une longue expérience des situations de longue durée. Il a rappelé que lors des luttes en Afrique du Sud, les meilleures solutions n'avaient pas toujours eu un caractère évident. Les dirigeants avaient été en mesure de créer un terrain d'entente et d'isoler les extrémistes des deux camps. Un problème majeur au Moyen-Orient était le caractère intraitable des parties. La colère à l'égard des occupants s'était intensifiée et ceux qui menaient les négociations étaient contraints de défendre leur crédibilité. Malheureusement, on avait accordé l'impunité à Israël, ce qui l'autorisait à poursuivre ses propres objectifs. La société civile devait rechercher un règlement et réagir en évitant la colère excessive, car celle-ci gâchait une énergie précieuse nécessaire pour remporter la lutte. La gageure était donc d'entrevoir une possibilité là où tout semblait figé.

10. Ibrahim Razool a souligné que dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient, la situation avait été aggravée par l'occupation de l'Iraq par les États-Unis. Les opinions publiques européennes manifestaient un grand scepticisme à l'égard des politiques aventureuses de leur gouvernement au Moyen-Orient. Il était important d'abandonner le langage de la violence en faveur des négociations et de la réconciliation. Après des décennies d'unilatéralisme et de poursuite du conflit militaire, la question était de savoir si l'on poursuivrait sur la même voie ou si la société civile saisirait l'occasion pour changer le cours des choses. Les parties extrêmes du débat sur le territoire palestinien, l'Asie et l'Europe devaient être isolées et les militants devaient s'éloigner des terrains de ceux qui avaient le sentiment que quiconque n'était pas pour eux était contre eux. Il fallait trouver un terrain d'entente commun qui soit ouvert. La religion ne pouvait pas être un facteur dans ce débat. Il était indispensable de réconcilier des positions apparemment inconciliables plutôt que de rechercher la clarté de l'isolement.

III. Séances plénières

Séance plénière I

Initiatives prises par la société civile en Afrique en solidarité avec le peuple palestinien

11. La première séance plénière a débattu des thèmes subsidiaires ci-après : plaider législatif et politique : toucher les décideurs et les personnalités politiques; mobiliser l'opinion publique en faveur du peuple palestinien : efforts faits par les ONG, les groupes religieux et les médias; l'expérience sud-africaine; l'influence et la responsabilité d'éduquer des institutions universitaires et des centres de réflexion. La séance a été animée par Ibrahim Razool, chef du gouvernement du Cap occidental.

12. **Amjad Atallah**, Président de l'organisation Strategic Assessment Initiative (Washington), a analysé les raisons pour lesquelles le Quatuor ne pourrait pas régler

le conflit, ou du moins stabiliser la situation entre Palestiniens. Il a déclaré que l'Autorité palestinienne était analogue au Conseil de gouvernement de l'Iraq, organe composé de personnalités fort respectées qui n'avaient aucun mandat légal d'exercer un pouvoir quelconque. Il n'existait pas de mouvement national palestinien dominant, mais plutôt de nombreux mouvements, ayant chacun ses objectifs, buts et tactiques. Tous souffraient d'un manque de transparence et de responsabilité. Les divergences en matière de diplomatie publique et privée permettaient aux ennemis de chacune de ces deux options d'opérer avec une plus grande facilité et de manipuler les différents segments de la société palestinienne. Le fait qu'il fût impossible de distinguer entre l'Organisation de libération de Palestine et l'Autorité palestinienne permettait aux États-Unis et à Israël de marginaliser les aspirations nationales palestiniennes. La confusion aidait Israël à fragmenter le mouvement national palestinien en de multiples groupes, mouvements, cellules, villes, villages, voire familles, tous en concurrence pour diriger la politique étrangère palestinienne sur la base de leurs propres opinions et intérêts. Au niveau de la stratégie, la diplomatie palestinienne était à la dérive. Il n'y avait pas une seule voix légitime pour exiger que des méthodes de résistance légales, morales et efficaces soient employées.

13. Amjad Atallah a exprimé l'opinion selon laquelle le Quatuor avait réorienté son action, s'attachant non plus à régler le conflit en vue de stabiliser la catastrophe humanitaire immédiate, mais à mettre l'accent sur des questions de réforme de la gouvernance au niveau d'une autorité palestinienne qui avait pour mandat d'administrer l'occupation et non d'exercer sa souveraineté. C'était le reflet de la domination des États-Unis sur l'établissement de l'ordre du jour de la communauté internationale. Les États-Unis avaient fini par aider à compromettre les autres membres du Quatuor en les utilisant pour faciliter, ou du moins légitimer, l'ordre du jour du parti Likoud. L'exemple le plus récent de cette approche concernait le plan israélien visant à créer un arrangement intérimaire sur le long terme, déguisé sous la forme d'un retrait de la bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie. M. Atallah a rappelé des exemples d'efforts constructifs de certains États visant à régler le conflit, tels que l'étude du Secrétaire général des Nations Unies sur une intervention internationale de grande ampleur demandée par le Conseil de sécurité. La Norvège avait joué un rôle constructif en facilitant les Accords d'Oslo et avait poursuivi cet effort en fournissant des contingents à la Présence internationale temporaire et en aidant les Palestiniens dans leurs entreprises visant à instaurer l'État. La Suisse avait encouragé les négociateurs palestiniens et israéliens à conclure des accords sur le statut permanent dont l'origine remontait à Taba et qui avaient débouché sur les Accords de Genève. Il a ajouté que si les Palestiniens jugeaient ces accords imparfaits, les imperfections touchaient à l'ensemble de la position palestinienne en matière de négociation et ne reflétaient nullement une influence négative de la part des Suisses. En outre, l'Afrique du Sud avait facilité des réunions de différents segments de la société palestinienne et de la société israélienne. Pour les Palestiniens, la réussite de l'Afrique du Sud était l'exemple étranger le plus important de ce que la lutte aurait dû être. Il a lancé un appel à la communauté internationale, représentée par le Quatuor, pour qu'elle suive les exemples de la Norvège, de la Suisse et de l'Afrique du Sud pour recentrer les efforts en vue de chercher à mettre un terme au conflit. Tous les efforts diplomatiques devraient viser à identifier les mécanismes nécessaires pour mettre un terme à l'occupation par Israël, avant toute autre chose. Sans cela, le reste continuerait d'être inefficace.

14. **Simon Boshielo**, Secrétaire aux relations internationales du Congrès des syndicats sud-africains (Johannesburg), a dit que, si le Gouvernement israélien prenait des mesures en vue d'appliquer les résolutions de l'ONU, cela serait un signe de force et non de faiblesse. Cela servirait l'intérêt de l'humanité tout entière, qui souhaitait voir le différend réglé. Il a exhorté l'ensemble de la société civile à prendre conscience du fait que la tâche principale était la création de l'État palestinien. Nul n'avait l'intention de réprimer quiconque avait une vue contraire, mais l'approche la plus réaliste était d'instaurer une souveraineté palestinienne parallèlement à l'État palestinien. Il était vain de débattre de la question de savoir si Israël devait exister. Un règlement prévoyant deux États était le plus réaliste, car il s'appuyait sur une réalité concrète. Le monde appartenait aux braves. Les lâches faisaient appel à l'artillerie militaire contre le mouvement mondial pour la paix. L'histoire avait montré que la puissance militaire à elle seule ne pouvait jamais instaurer la paix, ayant au contraire pour effet de solidifier les attitudes, de tuer les femmes et de multiplier les orphelins. Les braves étaient ceux qui demandaient instamment et appliquaient des solutions pacifiques contre la vague de militarisation et de guerre.

15. **Naeem Jeenah**, porte-parole du Comité sud-africain de solidarité avec la Palestine (Johannesburg), a attiré l'attention sur la situation des réfugiés palestiniens, qui bien que constituant la moitié de la population palestinienne n'étaient pas représentés dans le processus politique en cours dans le territoire palestinien occupé. Il déplorait le fait qu'il n'y avait pas de position palestinienne commune pour guider le mouvement mondial de solidarité. Il a décrit Israël comme un État d'apartheid, raciste, non un État pour tous ses citoyens. Israël n'avait pas de constitution. Ses lois régissant la propriété foncière constituaient l'apartheid; il n'existait pas de loi confirmant les mariages mixtes. Israël était aussi un État membre illégitime des Nations Unies, parce qu'il ne respectait pas les résolutions 181 (II) et 194 (III) de l'Assemblée générale, qui étaient une condition de son admission.

16. Il a fait observer que malgré les similitudes entre l'apartheid en Afrique du Sud et l'apartheid dans le territoire palestinien occupé, les Palestiniens étaient soumis à des conditions pires que celles auxquelles les opprimés en Afrique du Sud avaient été soumis. Pour surmonter cette situation, il fallait une plate-forme commune acceptable par tous qui soit fondée sur le droit international. Le droit international devait être appliqué aux Palestiniens comme il l'était aux autres. La communauté internationale devait demander la fin immédiate de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, le démantèlement du mur de l'apartheid et le démantèlement complet de toutes les colonies de peuplement illégales en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem. Les réfugiés palestiniens devaient jouir du droit au retour dans leur foyer et du droit à l'indemnisation. La création d'un État palestinien ayant Jérusalem-Est comme capitale constituait une plate-forme sur laquelle tous pouvaient s'accorder. Il recommandait de garder à l'esprit l'isolement international, la résistance interne, le mouvement clandestin et la résistance armée, les piliers de la lutte sud-africaine, lorsqu'on parlait d'une plate-forme pour un règlement de la question palestinienne. Les boycottages de la part des consommateurs, les campagnes de désinvestissement, les sanctions et les boycottages sportifs, universitaires et économiques avaient été des instruments utiles employés par la résistance sud-africaine. Les Sud-Africains luttant dans le cadre des forces de défense israéliennes devaient être inculpés, poursuivis et emprisonnés.

17. **Shannon Field**, membre du Institute for Global Dialogue, a dit que les établissements universitaires et les groupes de réflexion avaient une grande influence. La plupart des informations venant des médias étaient entachées de partialité et superficielles : les Palestiniens lancent des attaques, suivies par les représailles israéliennes. Les émissions des chaînes de radiodiffusion prêtent à Israël une identité et une histoire avec lesquelles la plupart des gens peuvent compatir. En revanche, les Palestiniens sont habituellement décrits comme des terroristes et l'on ne présente guère les difficultés de leur vie quotidienne. La BBC est l'objet de fortes pressions des groupes juifs. Les Arabes en Grande-Bretagne bénéficient d'une campagne de relations publiques moins efficace. La population musulmane est de plus en plus nombreuse. On peut penser qu'elle exigerait une meilleure couverture. Il existait de très nombreux mythes concernant la situation au Moyen-Orient et des recherches indépendantes insuffisantes étaient faites sur la question palestinienne. Les décideurs gouvernementaux devaient s'engager à élaborer des programmes éducatifs en vue d'abattre les mythes existants. Nombre de groupes de réflexion étaient financés par des intérêts spéciaux et les résultats obtenus étaient souvent tendancieux en faveur d'Israël. Il devait y avoir une évaluation indépendante du droit palestinien de résister à l'occupation. Le Gouvernement israélien ne souhaitait pas le dialogue, car celui-ci menacerait un retrait unilatéral. Il souhaitait aussi maintenir le mythe selon lequel les sociétés arabes ne peuvent être démocratiques.

18. L'intervenante a fait observer que les groupes de réflexion ne devaient pas être partiaux en effectuant leurs recherches, mais aussi qu'ils ne devaient pas adopter des positions militantes. Elle a recommandé des partenariats entre les établissements universitaires et les autres organisations de la société civile. Les travaux universitaires devraient comprendre l'identification des violations du droit international et des résolutions de l'ONU. Elle a cité des exemples de certains grands groupes de réflexion et de leurs produits. L'American Enterprise Institute était un établissement de droite très conservateur qui avait élaboré un plan pour le grand Moyen-Orient. Le Centre Carter était plus équitable, tandis que l'International Crisis Group présentait une analyse objective de la situation dans la région. S'agissant des programmes dans les universités, les étudiants musulmans en particulier devraient exiger un plus grand nombre de cours sur les questions qui les intéressent.

19. **Joshua Ruebner**, membre du Conseil d'administration de United States Campaign to Stop the Israeli Occupation (Washington), a dit que l'organisation était une coalition diversifiée de plus de 140 organisations locales et nationales aux États-Unis, qui travaillait de concert en vue d'éduquer et de mobiliser le public afin de changer la politique des États-Unis à l'égard du conflit israélo-palestinien, d'appuyer la paix, la justice, les droits de l'homme et le droit international et non l'occupation militaire. Les résidents des États-Unis avaient la responsabilité d'aider à mettre un terme à l'occupation militaire par Israël du territoire palestinien parce que les États-Unis faisaient tout pour soutenir cette occupation. Trop souvent les États-Unis avaient utilisé leur position non pour promouvoir les droits de l'homme mais pour leur porter atteinte. Les États-Unis étaient souvent du côté d'Israël et s'opposaient à l'ensemble de la communauté internationale lorsque cette dernière condamnait les violations des droits de l'homme des Palestiniens. Les États-Unis fournissaient à Israël environ 600 millions de dollars d'assistance économique et 2 milliards de dollars d'assistance militaire chaque année. La plupart des Américains n'étaient pas conscients de l'ampleur de l'appui fourni par les États-Unis à Israël.

Le rôle de la société civile était d'éduquer la population et de lui donner les moyens de changer ce comportement. La société civile devait remettre en question la description partielle du conflit. Un changement dans la politique des États-Unis ne serait possible que lorsque de nombreux citoyens l'exigeraient. Une telle stratégie donnerait des résultats parce qu'elle correspond à tous les mouvements importants en faveur des changements progressifs dans l'histoire des États-Unis. Joshua Ruebner a lancé un appel au Forum pour le lancement d'un boycottage mondial de la société Caterpillar. Lorsque les gens apprendraient que des profits étaient tirés du sang de personnes innocentes, ils contraindraient la société Caterpillar à cesser de faire des affaires avec Israël.

20. **Max Ozinsky**, représentant de la campagne Not in My Name (NIMN) au Cap, a dit que son organisation était un groupe peu structuré de Sud-Africains d'origine juive qui demandaient le retrait d'Israël du territoire occupé et la création d'un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël. En 2001, cette organisation avait publié une déclaration protestant contre le traitement par Israël des Palestiniens et demandant le retrait d'Israël du territoire occupé. Une de ses actions principales avait été de fournir un appui aux résistants à la guerre – les *Refuseniks* – en Israël. L'organisation avait été en mesure de mettre à mal l'impression selon laquelle tous les Juifs supportaient sans réserve l'État d'Israël dans son occupation des terres palestiniennes. Elle avait montré aussi que la lutte palestinienne n'était pas une lutte religieuse contre les Juifs. Bien que rejetés à l'origine par les organisations communautaires juives, ces groupes étaient à présent plus prêts à accepter les vues de NIMN. Il était important de faire en sorte que la question de la solidarité palestinienne ne soit pas vue simplement comme une question musulmane. Max Ozinsky s'est déclaré préoccupé par le développement du sionisme chrétien, en particulier parmi les chrétiens évangéliques de la Pentecôte. À ce propos, il était important d'expliquer la position des Palestiniens chrétiens. Eux aussi devaient se prémunir contre le sectarisme politique dans le cadre du mouvement de solidarité. Il fallait faire de la place aux discussions, aux débats et aux divergences d'opinion dans le cadre du mouvement de solidarité, mais il fallait mettre l'accent sur les questions à même de rassembler.

21. Le père **Cedric Mayson**, Coordonnateur national de la Commission des affaires religieuses du Congrès national africain à Johannesburg, a dit que bien que le régime d'apartheid eût régi les capitaux, les armes, l'industrie, les universités, les médias, la police, le gouvernement, les électeurs et malgré le puissant appui fourni par les grandes puissances à l'étranger, le passage à la démocratie avait été pacifique. Cela avait été le fruit de politiques claires : l'African National Congress avait cherché à réaliser l'unité, non à s'emparer du pouvoir; les Sud-Africains avaient mené une politique de réconciliation fondée sur un réalisme non violent. Ils avaient pris conscience du fait que puisque des personnes vivant confortablement ne changent pas, il fallait faire en sorte que les oppresseurs soient inconfortables, ingouvernables et non durables. Avant la fin de l'apartheid, il était dans l'intérêt d'autres pays d'appuyer l'apartheid pour des raisons racistes, politiques et économiques. Les incidences économiques des sanctions avaient été un facteur primordial dans l'élimination du régime d'oppression, mais l'effet moral et politique avait été de permettre aux gens de se percevoir comme soutenant l'oppression. L'élément moteur derrière les Sud-Africains avait été la certitude qu'ils l'emporteraient. Il a rappelé que quelques années auparavant, il avait fait partie d'une délégation visitant le territoire palestinien occupé. Il avait eu le sentiment de

revoir l'époque de l'apartheid, avec l'omniprésence des soldats et des policiers, l'exigence constante de présenter des pièces d'identité, les expulsions par la force, les maisons démolies, les évictions, la brutalité et la peur. Fort de cette expérience, il défendait vivement un mouvement progressiste, interreligieux, non racial et uni entre les croyants du monde entier, en vue de présenter une vision constructive d'un règlement de la question de Palestine.

Séance plénière II

Unir les forces : la société civile africaine et les initiatives mondiales visant à appuyer un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien

22. **Terry Boullata**, représentant de la Popular Campaign against the Israeli Occupation Wall (Jérusalem-Est) a dit qu'elle vivait à l'ombre du mur de l'occupation. À l'aide d'une présentation PowerPoint, elle a montré comment le mur entravait la vie quotidienne. La journée, les habitants recherchaient la partie la moins élevée du mur pour le franchir afin de se rendre à l'école, au travail et au marché. Elle a demandé instamment l'arrêt de la construction du mur et la fin de l'occupation et a exhorté les parties à aller de l'avant avec un règlement pacifique. Le mur n'avait rien à voir avec la sécurité et ne visait qu'à occuper les terres, étendre les colonies de peuplement et consolider la maîtrise par Israël des ressources en eau. Il rendait impossible la viabilité d'un État palestinien. Elle a appelé la société civile à aider à diffuser des informations exactes et vérifiables sur les plans local et national. La société civile devait aussi mettre en lumière les informations trompeuses diffusées dans la communauté israélienne selon lesquelles la guerre visait à garantir la sécurité d'Israël. Il fallait toujours commencer par faire campagne auprès des décideurs. Elle a exhorté les personnalités éminentes et les célébrités à se rendre dans le territoire occupé en vue d'appeler l'attention sur la situation dans celui-ci.

23. **Soyata Maiga**, Présidente de l'Association des femmes juristes du Mali (Bamako), a dit que les Africains étaient dans l'obligation de mobiliser de nouveau l'opinion publique contre le conflit armé et de fournir un appui au peuple palestinien. Elle a passé en revue les contributions africaines à une meilleure connaissance de la question palestinienne, les efforts dans lesquels les organisations de la société civile avaient occupé une place de plus en plus importante. Elle a appelé l'attention sur une diminution de l'appui fourni par les gouvernements africains à la cause du peuple palestinien au moment même où des violations massives et constantes des droits de l'homme et du droit humanitaire international étaient commises. Cette situation pouvait s'expliquer par le nombre croissant des conflits en Afrique, la poursuite des intérêts matériels égoïstes par certains États et les pressions américaines. Au même moment, la société civile africaine s'était élargie et consolidée. En vue de forger et de consolider les actions concrètes à l'appui du peuple palestinien et, au delà de celui-ci, du processus de paix au Moyen-Orient, ce rôle devait être fondé sur des informations utiles et actualisées et les ressources matérielles et financières nécessaires. Faisant un nombre de suggestions concrètes, elle a recommandé la création, aux niveaux national et régional, d'une coalition de la société civile africaine qui servirait de moteur à des activités durables et continues visant à promouvoir la paix et la sécurité au Moyen-Orient. Les grandes organisations qui devraient y participer comprenaient la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, l'Institut arabe des droits de l'homme, l'Union

interafricaine des droits de l'homme, Women in Law and Development in Africa, ainsi que le Comité des femmes africaines pour la paix et le développement.

24. **Richard Kuper**, porte-parole de l'Organisation Juifs européens pour une paix juste (Londres), a fait observer que son organisation souhaitait voir la fin de l'occupation, le retrait de toutes les colonies, Jérusalem capitale de deux États et une solution juste et durable du problème des réfugiés. Il a précisé que son groupe menait des activités visant à encourager une intervention des gouvernements et la mobilisation de la société civile. Plus cette dernière était forte, plus la première était probable. Son organisation œuvrait de concert avec d'autres organisations de défense des droits des Palestiniens, parmi lesquelles des organisations juives jouaient un rôle important pour dénoncer les accusations d'antisémitisme injustifiées. Le combat était engagé à de nombreux niveaux. Il importait de faire campagne à l'échelle de l'Europe et au niveau national pour encourager l'Union européenne à prendre position indépendamment des États-Unis, par exemple pour exiger qu'Israël respecte les principales dispositions de l'Accord d'association entre Israël et l'Union européenne. La participation d'organisations juives à cette activité était essentielle du fait que la culpabilité liée à la persécution des Juifs en Europe, particulièrement dans le cas de l'Allemagne, conduisait à hésiter à exprimer des critiques justifiées à l'égard des actions du Gouvernement israélien. Son organisation appuyait des organisations et mouvements palestiniens et israéliens engagés dans des combats connexes. Cela était directement lié à leur action au niveau de la communauté juive visant à promouvoir une pluralité d'opinion et un mouvement actif en faveur des droits de l'homme et de la justice sociale qui place les problèmes des Palestiniens au centre du débat. Il leur incombait en tant que Juifs de faire une distinction entre les intérêts multiples des Juifs de la Diaspora et ceux des citoyens d'Israël, de lutter contre l'antisémitisme, mais d'établir une distinction rigoureuse entre l'antisémitisme et les critiques à l'égard d'Israël.

25. **Fuad Samaai**, représentant du Muslim Judicial Council (Stellenbosch), a souligné que la majorité des Sud-Africains s'identifiaient avec le Mouvement de libération de la Palestine et l'appuyaient. Toutefois, le rôle des Nations Unies dans le règlement de la question de Palestine était presque dans un état de paralysie. Il s'est déclaré préoccupé par l'impunité dont bénéficiait Israël en soumettant le peuple palestinien à des formes d'oppression pires que celles qu'avaient connues les Sud-Africains non blancs. L'ONU pouvait expulser l'Afrique du Sud de ses rangs pour des crimes contre l'humanité moins graves tandis qu'Israël était exonéré. Il a accusé les conférences telles que la conférence en cours de ne viser qu'à assurer la légitimité de l'État d'Israël. Pour que l'organisme mondial soit jugé vraiment représentatif, l'ONU devait fournir des raisons valables pour expliquer pourquoi elle n'avait pas appliqué sa Charte internationale des droits de l'homme ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité sur la question de Palestine. La communauté internationale avait abandonné les Palestiniens. L'ONU ne bénéficiait pas d'un véritable appui à la base, du moins pas parmi le peuple palestinien et les millions de militants qui défendaient sa cause dans le monde, notamment en Afrique du Sud. L'Organisation mondiale avait failli à ses engagements à l'égard du peuple palestinien en ce qui concerne son mandat sur la paix et la sécurité internationales. Il n'était nullement question de prendre des mesures telles que des sanctions contre Israël. Il reconnaissait que l'ONU n'avait guère de pouvoir sur ses États Membres, mais en tant qu'organisme mondial l'Organisation devait s'acquitter de son mandat. La société civile ne pouvait qu'exercer des pressions sur les gouvernements afin

qu'ils fassent ce que l'ONU n'avait pas fait – imposer des sanctions économiques et autres à l'encontre d'Israël.

26. **Keith A. Vermeulen**, représentant du Conseil des Églises d'Afrique du Sud, a rappelé que par le passé, l'ONU avait consacré des forums spéciaux à l'apartheid où le Conseil des Églises était représenté avec d'autres Églises. Le Conseil se félicitait du rôle joué par le Gouvernement qui avait inscrit les droits des Palestiniens à son ordre du jour. Les gouvernements n'étaient pas en mesure de donner concrètement suite à la volonté politique s'ils ne bénéficiaient pas de l'appui et de la compréhension de la société civile. En Afrique, les Églises avaient un rôle à jouer en aidant et en renforçant la quête d'une solution pacifique au conflit palestinien. Le Conseil des Églises faisait partie du mouvement visant à renforcer la campagne de solidarité à travers le monde à l'appui du peuple palestinien. Il a exhorté les participants à écouter qu'elles étaient les solutions. Le conflit au niveau de la société civile avait causé de nombreuses dissensions dans la lutte contre l'apartheid. Le fait d'avoir choisi de régler ces dissensions avait conduit à l'indépendance. Le même devait s'appliquer à la cause palestinienne. Le Conseil des Églises appuyait la volonté palestinienne de vivre ensemble quelle que soit la forme que prendrait la solution. Le Conseil enverrait, de concert avec le Conseil œcuménique des Églises, des missions dans le territoire palestinien occupé pour encourager les formes non violentes de résistance à l'occupation.

27. **Ivor Chipkin**, membre du Wits Institute for Economic and Social Research (Johannesburg) a rappelé que la Charte de la liberté de l'Afrique du Sud, de 1955, avait présenté la vision d'une nouvelle société, une solution de remplacement à l'apartheid qui n'était pas simplement l'opposé de l'apartheid. La Charte de la liberté ne se contentait pas d'affirmer que les Noirs avaient des droits concernant l'Afrique du Sud et en Afrique du Sud, elle reconnaissait cela pour les Blancs également. L'African National Congress (ANC) avait présenté la vision d'une société non raciale à l'aise avec les différences sociales et tolérant celles-ci. Elle avait remis en question l'idée du principe d'homogénéité et émis l'idée qu'il était possible d'établir un nouveau type de communauté fondé sur la différence. Il n'y avait pas de points communs en matière de langue, de race ou de religion. L'ANC avait refusé de réduire la politique à une simple question d'institutions politiques, de frontières et de droits politiques et au lieu de cela avait appelé à poser des questions sur la forme de société que ces arrangements politiques impliquaient.

28. Il s'est déclaré préoccupé par le fait qu'il n'y avait pas de « grand dessein » d'État palestinien, de solution de remplacement à l'État d'Israël. C'était une chose de rejeter la situation au Moyen-Orient et de parler des atrocités, mais ces commentaires habituellement n'offraient pas de grand dessein pour l'avenir. Le défi était de donner forme à un grand dessein d'un État palestinien dépassant le cadre de l'aspiration politique, d'un État palestinien qui ne se borne pas à être l'opposé du territoire occupé. Il était essentiel de continuer les campagnes de solidarité, mais il était tout aussi important de trouver des lieux d'expression de la vision palestinienne. Ivor Chipkin reconnaissait qu'une telle vision n'avait pas été formulée. Elle ne verrait pas le jour automatiquement. Qu'est-ce que cela signifiait d'avoir une solution prévoyant deux États? De quel type de société s'agirait-il? La solution récente en Iraq constituait un précédent extrêmement dangereux, parce qu'elle donnait corps à l'idée selon laquelle on ne pouvait pas attendre des Arabes qu'ils établissent une démocratie. Il incombait aux Palestiniens sur le territoire

palestinien d'exprimer leur vision et il incombait au mouvement de solidarité d'appuyer cette vision.

Annexe I

Déclaration de la société civile

Nous, délégués de la société civile africaine, réunis au Cap au Forum de la société civile à l'appui de la paix au Moyen-Orient organisé par l'Organisation des Nations Unies le 1^{er} juillet 2004, ayant entendu des comptes rendus de première main sur la vie palestinienne sous l'occupation et ayant délibéré sur la façon dont nous pouvons jouer un rôle à l'appui des droits inaliénables du peuple palestinien, faisons la déclaration suivante.

Nous exhortons l'Organisation des Nations Unies, individuellement et collectivement, à prendre des mesures en vue de faire en sorte que l'État d'Israël respecte toutes les résolutions des Nations Unies et l'ensemble des exigences du droit international et des conventions internationales.

Nous exhortons aussi la communauté internationale à :

1. Mettre un terme à l'occupation israélienne de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est.
2. Demander instamment le démantèlement immédiat du Mur de l'occupation, dénommé aussi le Mur de l'apartheid.
3. Demander instamment le démantèlement immédiat de toutes les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien occupé.
4. Demander instamment le droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens, comme prévu par la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale.
5. Appuyer la création d'un État palestinien indépendant et souverain ayant comme capitale Jérusalem.
6. Demander instamment la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens, y compris le droit du Président Arafat de se déplacer librement.
7. Demander instamment qu'Israël permette à l'Agence internationale de l'énergie atomique d'inspecter ses sites nucléaires.

Nous exhortons les gouvernements africains, par l'intermédiaire du Sommet de l'Union africaine qui doit se tenir à Addis-Abeba en juillet 2004, à :

1. Jouer un rôle facilitateur pour une paix juste et la création d'un État palestinien souverain et à appuyer les autres demandes formulées dans la présente Déclaration.
2. Examiner leurs liens économiques et militaires avec Israël et les effets de ces liens sur le peuple palestinien.
3. Mettre un terme à la présence et aux activités de leurs citoyens dans le cadre des Forces de défense israéliennes et à prendre les mesures nécessaires contre cela au niveau de leur législation.

Nous affirmons que l'État d'Israël ne parle pas et n'agit pas au nom de tous les Juifs. La Conférence rejette aussi l'utilisation du label d'antisémitisme contre les critiques d'Israël.

Nous reconnaissons que c'est sur les femmes palestiniennes que le fardeau de l'occupation pèse le plus. Nous exhortons les organisations de femmes en Afrique à exprimer leur solidarité avec les femmes palestiniennes.

Nous nous engageons à convoquer une conférence des organisations de la société civile en vue de construire un vaste mouvement de solidarité avec le peuple palestinien sur le continent africain. La Conférence devrait discuter de l'isolement d'Israël en vue de le forcer à respecter ses engagements au plan du droit international. Les formes précises de cet isolement pourraient comprendre des sanctions, des désinvestissements, des boycottages au niveau des consommateurs, des sports et des établissements universitaires et la rupture des liens diplomatiques.

Nous appuyons le droit légitime du peuple palestinien à résister à l'occupation de sa terre.

Le Cap, le 1^{er} juillet 2004

Annexe II

Liste des participants

Orateurs

Amjad Atallah	Président, Strategic Assessment Initiative Washington, D. C.
Simon Boshielo	Secrétaire aux affaires internationales Congress of South African Trade Unions Johannesburg
Terry Boullata	Membre du Conseil d'administration de Popular Campaign against the Israeli Occupation Wall Jérusalem-Est
Ivor Chipkin	Membre du Wits Institute for Economic and Social Research Johannesburg
Shannon Field	Membre du Institute for Global Dialogue Johannesburg
Naeem Jeenah	Porte-parole du Comité sud-africain de solidarité avec la Palestine Johannesburg
Richard Kuper	Porte-parole, Juifs européens pour une paix juste Londres
Soyata Maiga	Président de l'Association des femmes juristes du Mali Bamako
Révérénd père Cedric Mayson	Coordonnateur national, Commission des affaires religieuses African National Congress Johannesburg
Max Ozinsky	Membre du Conseil d'administration de la campagne Not in My Name Le Cap
Ibrahim Razool	Chef du Gouvernement du Cap occidental Le Cap
Joshua Ruebner	Membre du Conseil d'administration, United States Campaign to Stop the Israeli Occupation Washington, D. C.
Fuad Samaai	Représentant du Muslim Judicial Council Stellenbosch
Keith A. Vermeulen	Représentant du Conseil des églises d'Afrique du Sud Le Cap

**Orateurs à la Réunion africaine des Nations Unies à l'appui
des droits inaliénables du peuple palestinien, Le Cap, 29 et 30 juin 2004**

Edward Abington	Ancien Consul général des États-Unis Washington, D. C.
Anat Biletzki	Présidente du Département de philosophie, Université de Tel Aviv Membre du Conseil d'administration de B'Tselem Tel Aviv
Vladimir Chamov	Chef de section, Département Moyen-Orient Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie Moscou
John Dugard	Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé Leiden (Pays-Bas)
Ebrahim Ebrahim	Conseiller principal du Vice-Président de la République sud-africaine Pretoria
Saeb Erakat	Ministre chargé des négociations Autorité palestinienne
Frene Ginwala	Ancien Président de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud Johannesburg
Ali Halimeh	Délégué général de Palestine en Irlande Dublin
Peter Hansen	Commissaire général Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
Paulo Jorge	Secrétaire aux relations internationales, MPLA Ancien Ministre des affaires étrangères de l'Angola (Angola)
Yossi Katz	Ancien membre de la Knesset (parti travailliste) Kiryat Tivon
Narandran Jody Kollapen	Présidente de la Commission sud-africaine des droits de l'homme Johannesburg
Baleka Mbete	Président de l'Assemblée nationale d'Afrique du Sud Le Cap
Haroub Othman	Professeur d'études sur le développement, Université de Dar es-Salaam Président du Centre de services juridiques de Zanzibar Dar es-Salaam
Joel Peters	Professeur de relations internationales Université Ben Gurion du Negev Beersheba
Mohammad Shtayyeh	Ministre du Conseil économique palestinien pour le développement et la reconstruction, Ramallah

**Délégation du Comité pour l'exercice des droits inaliénables
du peuple palestinien**

S. E. M. Paul Badji	Représentant permanent du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies Président du Comité
S. E. M. Victor Camilleri	Représentant permanent de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies Rapporteur du Comité
S. E. M. Rastam Mohd Isa	Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies
Isaac Mogotsi	Directeur, Levant Ministère des affaires étrangères, Afrique du Sud
S. E. M. Nasser Al-Kidwa	Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Peter Hansen	Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
--------------	---

Gouvernements

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Angola, Arabie saoudite, Autriche, Chine, Chypre, Cuba, Égypte, Éthiopie, France, Ghana, Grèce, Inde, Indonésie, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liban, Malaisie, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Oman, Ouganda, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sri Lanka, Suisse, Togo, Tunisie, Ukraine, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe

**Entités qui ont été invitées à titre permanent à participer,
en qualité d'observateur, aux sessions des travaux de l'Assemblée générale
et à avoir une mission d'observation permanente au Siège de l'Organisation**

Palestine

Organisations intergouvernementales

Union africaine

Organes, organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Centres d'information des Nations Unies

Fonds des Nations Unies pour la population

Organisations de la société civile

African National Congress

Association des femmes juristes du Mali

Boland Islamic Council

Bridges for Peace

Centre africain de règlement constructif des différends

Comité de solidarité avec la Palestine, Afrique du Sud

Concerned Women's Organization

Concerned Youth

Congress of South African Trade Unions

Conseil des Églises d'Afrique du Sud

Darul Waqaf Islamic Trust

Friends of Al-Aqsa South Africa

Impact Consulting

International Women's Peace Service, Palestine South Africa Branch

Islamic Social Welfare Association

Keep Peace Alive

Muslim Hands

Muslim Judicial Council

Muslim Views

Muslim Youth Movement of South Africa

National Awqaf Foundation of South Africa

National Independent Halaal Trust

Neda Institute for Scientific-Political Research

Not in My Name (NIMN)

Palestine Support Committee

Palestinian Solidarity Group

Quaker Peace Centre

South African Jewish Board of Deputies

South Africa National NGO Coalition

Trust for Community Outreach

Western Cape Cultural Councils Act

Wits Palestine Solidarity Committee

Médias

AFP

ARGUS

BEELD

Cape Talk Radio

CNN

Dagsavissen

Die Bürger (Journal)

Freelance

Host Country Media

Independent TV Satellite Broadcaster

Inet Bridge

Jacaranda FM

Jewish Chronicle

L'agence Associated Press

L'Indépendant (Journal)

Media 24

Media Review Network

Middle East and African News Agency

Muslim Views

NASPERS (Die Bürger)

Radio 786

Radio Voice of the Cape

Rapport

Reuters

SABC TV News

South Africa

South African Jewish Report

South African Press Association

Sunday Times

The Association for Fair Media

THISDAY

Weekend Argus

Public

Université du Cap, Faculté des services sanitaires

Université d'Afrique du Sud

Université de Stellenbosch

Université du Cap oriental

Université de Witwatersrand

Yagtah Adams

Omar A.A. Alassouli

Nafieh A. A. Assaf

Emad Edin Yacob Qirreish

Ibrahim Williams

* * *